



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.

HUMAINE
INTERVENTION
TECHNOLOGIQUE
HUMAINE
INTERVENTION
TECHNOLOGIQUE



**Rapport
d'activités
2010-2011**



MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Unir nos forces vers la performance

Une force humaine

La Sûreté du Québec, c'est d'abord et avant tout une grande force humaine. Plus de 5 500 policiers et 1 500 civils veillent, chaque jour, au bien-être et à la sécurité des citoyens. Répartis sur tout le territoire québécois, nos membres exercent une multitude de fonctions et de métiers différents. Si certains sont plus visibles et que d'autres doivent œuvrer un peu plus dans l'ombre, c'est grâce à leur expertise variée et à l'éventail de leurs formations que nous pouvons intervenir avec succès dans autant de sphères d'activité. Parcourez ces pages et vous y verrez la somme des efforts consentis cette année par notre équipe. Vous serez à même d'apprécier l'ampleur de nos mandats, la complexité de notre mission et à quel point il importe d'allier nos forces pour réussir à concrétiser notre vision.

Je tiens à saluer le travail de toutes ces personnes, hommes et femmes, qui composent la force humaine de la Sûreté. Leur sens du devoir et leur dévouement sont à la base de la satisfaction de nos clients et de la reconnaissance de nos partenaires, ici et ailleurs.

Une force technologique

La Sûreté du Québec, c'est également une force technologique de premier ordre. De grandes avancées ont été réalisées en matière de services policiers spécialisés ces dernières années et des équipements de pointe sont en constant développement pour nous maintenir à l'avant-garde. Lecteurs de plaques et cinémomètres secondant nos patrouilleurs du réseau routier, outils informatiques spéciaux permettant aux spécialistes de patrouiller le cyberspace et banques de données dernier cri permettant aux portraitistes de reconstituer le visage de suspects ne sont que quelques exemples de la force technologique au service de nos membres.

Cette année, nous avons réalisé une belle percée technologique sur les différentes plateformes de médias sociaux tels que *YouTube*, *TagTélé*, *Twitter* et *Facebook*. Plus de 7 000 abonnés suivent nos *tweets* et sont informés en temps réel de nos opérations. La page *Facebook* de l'alerte AMBER connaît aussi un grand succès puisque plus de 34 000 personnes y sont abonnées. Vous trouverez plus d'information à ce sujet dans les pages qui suivent ou en cliquant sur les icônes de la page d'accueil de notre site www.sq.gouv.qc.ca.

Une force d'intervention

La force d'intervention de la Sûreté, c'est sa capacité à mobiliser une force humaine incomparable et à la combiner à sa force technologique pour livrer le meilleur des services. Cette force, on la voit à l'œuvre dans nos nombreuses interventions de patrouille, dans nos activités de prévention, dans nos équipes de recherche et de sauvetage, dans nos fructueuses enquêtes menées pour neutraliser les criminels.

Jour et nuit, nos membres donnent une réponse personnalisée à plus de 585 000 appels de la population. Notre présence se fait sentir partout au Québec, dans les 86 MRC que nous desservons, sur les plans d'eau et les sentiers récréotouristiques de même que sur les réseaux routier et autoroutier. L'année 2010-2011 aura aussi été marquée par de nombreuses opérations pour freiner les crimes contre la personne et contre la propriété. Près de 102 000 dossiers d'enquêtes ont été ouverts et de nombreux projets d'envergure ont eu des résultats probants tant sur le plan de la criminalité régionale que sur celui du crime organisé de même que dans le domaine de l'intégrité financière.

Vous le constaterez au fil des pages, la Sûreté du Québec est sans contredit la somme de ses grandes forces : sa force humaine, sa force technologique, sa force d'intervention incontournable, reconnue et toujours plus performante.

Richard Deschesnes



Table des matières

Surveillance du territoire	4
Enquêtes criminelles	6
Programmes en enquêtes criminelles	10
Assistance et services spécialisés	12
Contrôle des armes à feu	13
Antécédents judiciaires	14
Administration	14
Actions humanitaires	16
Partenaires	17
Satisfaction de la clientèle	18
Prix et reconnaissance	19

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

EN UN COUP D'ŒIL

- Juridiction sur tout le territoire du Québec
- Dessert en exclusivité :
86 MRC ou territoires équivalant à une MRC
 - 2 417 690 habitants
 - 1 165 111,361 km²
 - 94 596 km sur l'ensemble du réseau routier du Québec
- 10 districts et 119 postes et points de service (postes MRC ou territoires équivalant à une MRC et postes autoroutiers)
- 11 centres de gestion des appels reliés au Réseau intégré de télécommunications policières et répartis dans les 10 districts de la Sûreté du Québec



- Ressources humaines
 - Policiers : 5 520
 - Civils : 1 743
- Nombre de jours de formation par personne
 - Policiers : 7
 - Civils : 3,5

MISSION, VISION ET VALEURS

Notre mission

La Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec.

Notre vision

La Sûreté du Québec à l'avant-garde! Partenaire privilégié et engagé dans la sécurité et le bien-être des citoyens.

Nos valeurs

Service

Nous sommes animés par une volonté de nous dépasser afin de répondre aux attentes des citoyens, de nos partenaires et de nos collègues. Il est fondamental pour notre personnel policier et civil de servir, d'aider et d'être utile et disponible.

Professionalisme

Nous agissons selon les règles de l'art dans toutes nos interventions. Être à l'écoute, s'adapter au changement et évoluer sont les composantes-clés de notre professionnalisme.

Respect

Nous manifestons de la considération à l'égard des citoyens, de nos partenaires et de nos collègues dans l'exercice de nos fonctions. Nous respectons la dignité et les droits des personnes ainsi que les valeurs démocratiques et individuelles.

Intégrité

Nous prenons en compte l'intérêt public ainsi que les valeurs et les normes de notre institution dans toutes les décisions concernant les citoyens, nos partenaires et nos collègues. Notre comportement exemplaire vise à préserver la confiance des citoyens à l'égard de notre institution.

SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

Réponse aux appels

La réponse aux appels des citoyens est à la base des services généraux offerts à la population par la Sûreté du Québec. Des préposés aux télécommunications répondent à la demande à partir des 11 centres de gestion des appels situés au Québec.

Les appels qui nécessitent une intervention policière donnent lieu à la création de cartes d'appels sur lesquelles des informations sont consignées. Le code de priorité associé à l'appel de services est défini en fonction de la nature de l'événement et de l'analyse des circonstances qui l'entourent.

Nombre de cartes d'appels par priorité d'appel pour tous les districts

Priorité d'appel*	2010-2011		2009-2010		2008-2009	
	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)
Priorité 1	447 181	76,2	475 974	84,4	465 003	81,3
Priorité 2	117 446	20,0	77 778	13,8	95 854	16,8
Priorité 3	22 062	3,8	10 186	1,8	10 725	1,9
Total	586 689	100 %	563 938	100 %	571 582	100 %

*Priorité d'appel**

Priorité 1 (événement nécessitant l'assignation immédiate d'un policier)

Priorité 2 (événement nécessitant l'assignation d'un policier sur rendez-vous, avec déplacement)

Priorité 3 (événement nécessitant l'assignation d'un policier sur rendez-vous, sans déplacement)



Sécurité routière

Depuis son adoption en octobre 2006, l'Énoncé d'orientations en matière de sécurité routière 2006-2010 joue un rôle positif dans l'amélioration du bilan routier. Plusieurs facteurs ont contribué à cette amélioration, notamment la présence policière accrue dans les secteurs les plus à risques afin de susciter un changement de comportement chez les usagers de la route, la tenue d'opérations ciblées et l'utilisation de nouvelles technologies.

Planifiées pour avoir un impact sur les principales causes de collisions connues, les opérations policières portaient sur les excès de vitesse, la capacité de conduite affaiblie par l'alcool ou la drogue et l'omission de porter la ceinture de sécurité, un comportement qui contribue à augmenter la gravité des blessures lors d'une collision. Devant les résultats obtenus, la Sûreté du Québec a reconduit son Énoncé jusqu'au 31 mars 2012.

Soulignons également la collaboration soutenue entre la Sûreté et ses partenaires, le ministère des Transports du Québec, la Société de l'assurance automobile du Québec, l'ensemble de la communauté policière ainsi que les médias qui diffusent les messages de prévention.

Interventions en sécurité routière

	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Constat d'infraction au Code de la sécurité routière	468 694	521 500	494 795
Arrestation pour capacité de conduite affaiblie	7 801	7 789	7 987
Avertissement	148 135	158 219	145 159
Avis de vérification d'un véhicule routier	10 478	12 228	10 909
Autre crime	14 257	13 688	14 061
Intervention spécifique ou préventive – TOTAL	649 365	713 424	672 911



Collisions sur le réseau routier en 2010-2011

En 2010-2011, le nombre de collisions avec dommages corporels (total des collisions mortelles et avec blessés) a augmenté de 9,2 % comparativement à l'année précédente. Cette hausse est attribuable aux collisions avec blessés. Par ailleurs, le nombre de collisions mortelles affiche une diminution de 13,6 %.

Globalement, les résultats demeurent positifs depuis la mise en application de l'Énoncé en 2006-2007. On constate une amélioration de 2,9 % du bilan des collisions avec dommages corporels. Comme on le voit dans les tableaux ci-dessous, on a dénombré 305 collisions mortelles et 17 120 collisions avec blessés au cours de l'année 2010-2011, soit une diminution de 160 collisions mortelles et de 353 collisions avec blessés comparativement à l'année 2006-2007.

Évolution du nombre de collisions mortelles sur l'ensemble du réseau routier

2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007
305	353	355	399	465

Évolution du nombre de collisions avec blessés sur l'ensemble du réseau routier

2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007
17 120	15 600	15 275	16 915	17 473

Évolution du nombre de collisions survenues sur le réseau routier selon la cause de la collision

Le tableau de synthèse ci-dessous faisant état des causes de collisions démontre que, pour l'année 2010-2011, 23,2 % des collisions avec dommages corporels ont été causées par la vitesse.

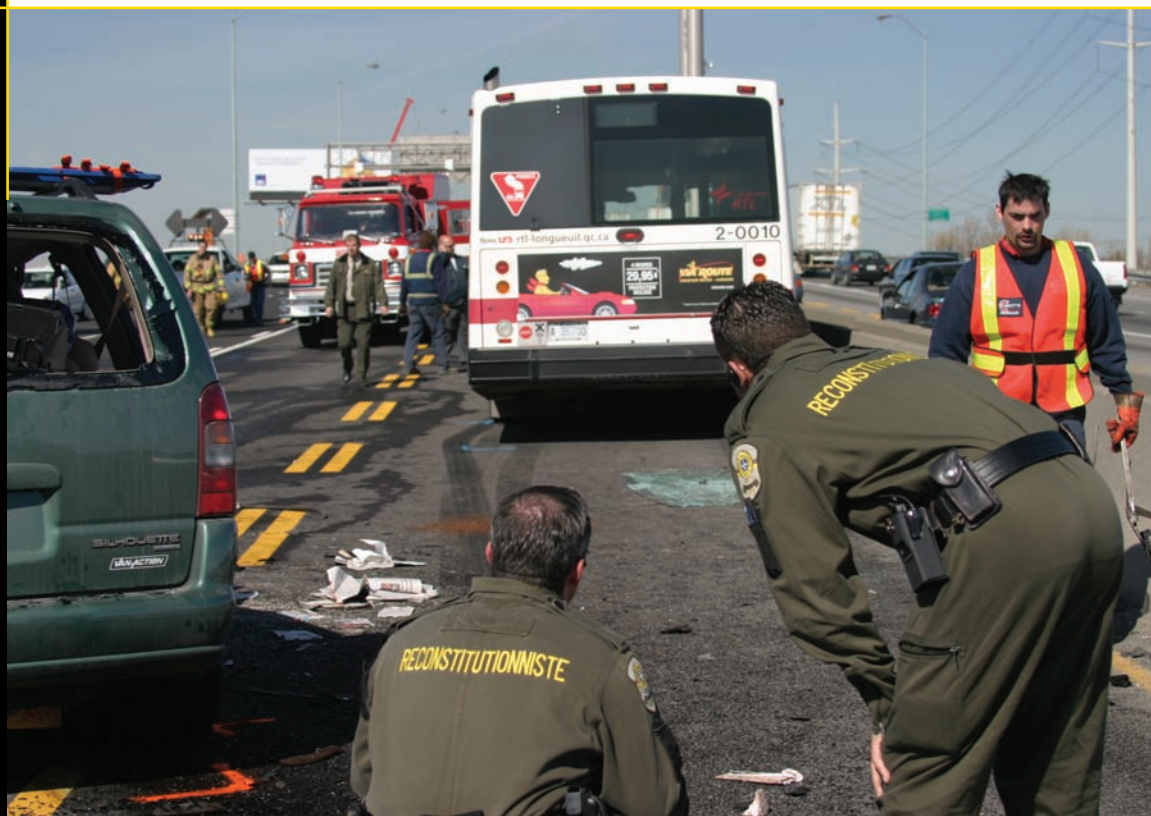
Nombre de collisions survenues sur le réseau routier selon la cause de la collision

CAUSE DE LA COLLISION	2010-2011 Nombre	2009-2010 Nombre	2008-2009 Nombre
Vitesse	4 039	4 411	4 446
Alcool	729	810	712
Autre ¹	12 657	10 732	10 472
Total	17 425	15 953	15 630

¹ La catégorie comprend les collisions attribuables aux comportements, aux infrastructures, aux véhicules, etc. On y trouve, par exemple, la fatigue, le sommeil, le fait de ne pas avoir cédé le passage, le mauvais état de la chaussée et les freins défectueux.

EXEMPLE DE PARTENARIAT

La Table de concertation Beauce-Etchemin pour la prévention de l'alcool au volant et le comité pour la prévention de l'alcool au volant de Bellechasse ont déployé des stratégies d'intervention axées sur la concertation et la mobilisation du milieu. Cela a eu un effet positif sur le bilan routier.



ENQUÊTES CRIMINELLES

Données statistiques²

Portrait de la criminalité sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec

Type de crimes	Intervention d'enquête			Taux de solution		
	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Crime contre la personne	24 894	23 790	23 150	91,3 %	91,1 %	90,4 %
Crime contre la propriété	65 392	71 111	71 669	23,9 %	23,5 %	23,2 %
Autre infraction au Code criminel	12 160	11 540	10 720	91,4 %	91,9 %	95,5 %
Crime rapporté et résolu	102 446 ●	106 441 ●	105 539 ●	48,3 %	46 %	45,3 %

● Dossiers d'enquêtes



Crimes rapportés et résolus

En 2010-2011, 102 446 dossiers d'enquêtes étaient ouverts, ce qui indique une diminution de 3,8 % par rapport aux 106 441 dossiers de 2009-2010.

En 2010-2011, le taux de solution de ces crimes a atteint 48,3 %, alors qu'il était de 46 % en 2009-2010.

Crimes contre la personne

La catégorie des crimes contre la personne comprend les voies de fait, les agressions sexuelles, les vols qualifiés, les tentatives de meurtre et les meurtres, les enlèvements, les séquestrations, les prises d'otages, les extorsions ainsi que le harcèlement criminel.

En 2010-2011, on a dénombré 24 894 interventions d'enquêtes sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec, ce qui représente une hausse de 4,6 % comparativement aux 23 790 interventions de l'exercice 2009-2010.

En 2010-2011, le taux de solution des crimes contre la personne a atteint 91,3 %, alors qu'il était de 91,1 % en 2009-2010.

Crimes contre la propriété

La catégorie des crimes contre la propriété comprend les incendies criminels, les introductions par effraction, les vols de véhicules, les vols simples (non qualifiés), les fraudes et les méfaits, ainsi que le recel.

En 2010-2011, on a dénombré 65 392 interventions d'enquêtes sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec, ce qui représente une baisse de 8 % comparativement aux 71 111 interventions de l'exercice 2009-2010.

En 2010-2011, le taux de solution des crimes contre la propriété a atteint 23,9 %, alors qu'il était de 23,5 % en 2009-2010.

De tels taux résultent principalement du fait que ces crimes sont plus difficiles à élucider puisque les infractions ne sont pas toujours rapportées au moment où elles se produisent, qu'elles sont souvent commises en l'absence de témoins (par exemple la nuit) ou dans des lieux isolés (par exemple dans un chalet), ce qui réduit la disponibilité d'indices ou de preuves.

Autres infractions au Code criminel

La catégorie des autres infractions au Code criminel comprend les jeux et les paris, les armes offensives, les infractions à l'ordre public, les opérations frauduleuses, les organisations criminelles ainsi que la prostitution.

En 2010-2011, on a dénombré 12 160 interventions d'enquêtes sur le territoire desservi par la Sûreté du Québec, ce qui représente une hausse de 5,4 % comparativement aux 11 540 interventions de l'exercice 2009-2010. Le taux de solution des autres infractions au Code criminel demeure à peu près inchangé à 91,4 %, alors qu'il était de 91,9 % en 2009-2010.

Volume des interventions d'enquêtes et taux de solution des crimes résolus par la Sûreté du Québec alors qu'elle prêtait assistance aux services de police municipaux

Type de crimes	2010-2011		2009-2010		2008-2009	
	Réelle ³	Taux de solution	Réelle	Taux de solution	Réelle	Taux de solution
Crime contre la personne	857	72,6 %	826	85,4 %	904	98,2 %
Crime contre la propriété	1 017	37,6 %	1 175	39,9 %	1 449	38,4 %
Autre crime	1 254	86,3 %	1 168	92,3 %	1 074	90,0 %
Total	3 128	66,7 %	3 169	71,1 %	3 427	70,4 %

Comme le prévoit la *Loi sur la police*, la Sûreté apporte son soutien à un service de police municipal lorsque celui-ci en fait la demande ou que la complexité de l'enquête dépasse le niveau de responsabilité dévolu à ce service. En pareil cas, la Sûreté contribue à l'enquête à l'aide d'expertises, de connaissances et de services spécialisés de soutien en enquêtes.

² Les données provenant de plusieurs sources, celles-ci peuvent changer avec le temps. De plus, un dossier qui devient non fondé, quelle que soit la date où on le classe, est réputé non fondé à la date d'ouverture.

³ Comparativement aux dossier non fondés.

Comme les technologies de l'information se développent à une vitesse fulgurante, la Sûreté du Québec a décidé de créer un site des crimes non résolus afin de susciter l'intérêt des internautes à collaborer à la relance de ces dossiers et ainsi permettre aux familles de garder espoir tout en aidant les enquêteurs dans leur travail.

www.crimesnonresolus.com



Projets d'enquêtes criminelles

Pour donner suite aux trois priorités opérationnelles de 2010-2011, soit la lutte contre la drogue, la concertation des efforts de lutte contre la menace extrémiste et haineuse ainsi que la lutte contre la corruption et la protection de l'intégrité des institutions publiques et des revenus de l'État, 53 projets ont été mis de l'avant par la Sûreté du Québec. Les opérations menées dans le cadre de ces projets ont donné lieu à :

- > 568 arrestations;
- > 523 perquisitions;
- > la saisie de 4,8 M\$ CAN, de 47 325 \$ US, de 25 000 € ainsi que de biens infractionnels évalués à près de 2,7 M\$;
- > des ordonnances de blocage d'une valeur de 55,6 M\$ (l'ordonnance de blocage est émise par un juge qui retire à son propriétaire l'accès à un actif dont la police a des raisons de croire, à la lumière d'éléments d'enquêtes, qu'il a été acquis au moyen d'actes criminels).

Projets GECS (Gestion d'enquête de crimes en série commis par un prédateur)

Au cours de l'exercice 2010-2011, 15 projets GECS ont été mis en œuvre par la Sûreté du Québec et les principaux services policiers municipaux. Ces projets représentent :

- > 80 dossiers;
- > 77 victimes;
- > 121 chefs d'accusation, majoritairement en matière d'agression sexuelle.

Escouade Marteau

À l'automne 2009, en raison de l'émergence de phénomènes criminels reliés à l'intégrité de l'économie légale dans certains secteurs de l'administration publique, le ministre de la Sécurité publique annonçait la mise sur pied de l'escouade Marteau par la Sûreté du Québec. Pour ce faire, le modèle des escouades spécialisées de lutte contre les groupes de motards criminalisés a été privilégié.

Cette initiative vise notamment à :

- > déceler les stratagèmes de corruption;
- > démanteler les organisations criminelles qui mettent en péril l'intégrité de l'administration publique;
- > procéder aux arrestations;
- > rétablir le libre marché.

La ligne téléphonique 1 888 444-1701, réservée à l'Opération Marteau, permet à toute personne qui détient des informations de joindre, en tout temps et en toute confidentialité, les enquêteurs de la Sûreté du Québec.

Dans le cadre de l'opération Marteau, divers projets sont en cours d'enquête à la Sûreté du Québec. Ces projets traitent de l'irrégularité du système d'appels d'offres et d'octrois des contrats entre diverses municipalités et des entrepreneurs privés, ainsi que de l'analyse des stratagèmes employés à des fins de corruption et de contrôle des appels d'offres publics.

L'OPÉRATION MARTEAU EN STATISTIQUES⁴

Nature des données	Données
Appel reçu à la ligne 1 888	609
Dossier devant les tribunaux	5
Nombre de personnes accusées	14
Nombre de chefs d'accusation	52
Ordonnance ou mandat exécuté	96
Rencontre de témoins considérés importants	422

⁴ Données au 31 mars 2011

PROJETS D'ENQUÊTES D'ENVERGURE

LES PROJETS RÉGIONAUX SUR LE CRIME ORGANISÉ

Le projet ÉCREVISSE – En collaboration avec le district de l'Abitibi-Témiscamingue, l'équipe des enquêtes régionales de Val-d'Or, le Service des enquêtes sur le crime organisé et le Service des enquêtes sur l'intégrité de la personne ont mis fin aux activités d'un réseau impliqué dans le trafic de drogues sur tout le territoire de l'Abitibi. Ce projet a également permis d'élucider des meurtres ayant un rapport avec le contrôle du territoire. Toute l'opération a eu un impact très positif sur la population locale, permettant de renforcer le lien de confiance entre les citoyens et la police.

Saisies

- > 6 kilos de cocaïne
- > plus de 100 armes à feu
- > 900 000 \$
- > 9 bâtiments (valeur de 4 M\$)
- > 53 voitures (valeur de 700 000 \$)
- > 1 hélicoptère
- > 1 avion

80 arrestations
60 perquisitions

Le projet DIABLERIE – Une opération de ratissage mobilisant 300 policiers (150 de la Sûreté du Québec et 150 des services policiers municipaux et de la Gendarmerie royale du Canada) a permis de démanteler un réseau de distribution de cannabis. Cette opération s'est déroulée principalement sur la couronne nord de Montréal, mais également en Outaouais, sur la Rive-Sud de Montréal et dans la région de Drummondville.

Saisies

- > 16 000 comprimés de drogues synthétiques
- > 206 kilos de cannabis
- > des armes
- > 650 000 \$
- > 7 serres de production de cannabis
- > plus de 3 000 plants

30 arrestations
40 perquisitions

Le projet GRAPPIN – En collaboration avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'Agence des services frontaliers du Canada, l'équipe de lutte contre la contrebande du tabac de la Sûreté du Québec a œuvré dans le secteur de Valleyfield. En 2010-2011, 49 dossiers ont été ouverts, favorisant la saisie de 64 188 kilos de tabac, 1 000 cartouches de cigarettes, 176 000 sacs de cigarettes, 6 armes à feu, 56 véhicules et la somme de 29 380 \$. En vertu de la *Loi concernant l'impôt sur le tabac*, 124 individus seront accusés.

ENQUÊTES DANS LE DOMAINE DE L'INTÉGRITÉ FINANCIÈRE

Le projet FICHE – Ce projet, entrepris par l'escouade Marteau en 2009, a démontré qu'un système de manipulation pour le partage de contrats lucratifs existait depuis plusieurs années. L'enquête menée en collaboration avec le Directeur général des élections et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a donné lieu à l'arrestation de sept personnes, dont une ex-mairesse, trois ingénieurs de firmes d'ingénieurs-conseils et deux entrepreneurs en construction.

Le projet DORADE II – Cette enquête à laquelle ont collaboré la GRC, les forces policières suisses et belges ainsi que Revenu Québec avait pour cible une entreprise financière de la région de Montréal employant un procédé d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent. En plus des trois arrestations en sol canadien, des mandats d'arrestation ont été lancés contre trois Européens. Des ordonnances ont permis le plus important blocage jamais effectué au Canada pour des biens d'une valeur de 55 M\$.



Le projet ÉTAU – En collaboration avec Revenu Québec, la Sûreté a procédé à un ratissage d'envergure contre une organisation criminelle qui avait mis au point un stratagème d'évasion fiscale à haute échelle dans la grande région de Montréal. Cette opération a permis d'arrêter 14 personnes, de faire 12 perquisitions et de saisir des preuves documentaires et informatiques, des stupéfiants, des armes à feu ainsi que 100 000 \$.

Le projet CAILLOU – Il s'agit d'une enquête policière amorcée en septembre 2003 portant sur les dirigeants de la compagnie Cinar et sur leurs deux principaux complices. Entre 1998 et 2000, ces personnes ont soutiré pour plus de 120 M\$ US à la compagnie Cinar. Après plusieurs années d'enquête, quatre suspects ont finalement comparu le 2 mars 2011.

ENQUÊTES RÉGIONALES

Le projet FLÈCHE – Ce projet, mené en collaboration avec la Sûreté municipale de Saint-Georges-de-Beauce et Revenu Québec, a mis un terme aux activités d'un réseau de trafiquants de drogues. Les têtes dirigeantes ont reçu des sentences exemplaires allant de six à dix ans de pénitencier. Par ailleurs, un montant de 90 000 \$ a été saisi et Revenu Québec a donné des avis de cotisation pour plus de 2 M\$.

Le projet FERRAILLE – Ce projet aura permis d'accuser dix individus qui faisaient du trafic de drogues à Chibougamau et dans les communautés autochtones avoisinantes. La Sûreté, assistée par l'Escouade régionale mixte de Saguenay et la GRC, a saisi près d'un kilo de cocaïne, 1 500 comprimés de méthamphétamine, plus d'un kilo de marijuana et 10 000 \$.



Alerte AMBER

www.facebook.com/AlerteAMBERQC



L'assistance aux victimes

La Sûreté du Québec a développé plusieurs projets de partenariat avec le réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) par l'intermédiaire du Module d'assistance aux victimes (MAV). Sept protocoles d'entente régionale ont été signés entre la Sûreté et les CAVAC.

Le programme d'assistance aux victimes d'actes criminels a pour but d'améliorer le soutien offert par la Sûreté du Québec aux victimes et aux témoins d'actes criminels lors de ses interventions. Par ce programme, la Sûreté compte bonifier les services qu'elle donne aux victimes. La coordination provinciale assume un rôle de conseil auprès des policiers, favorisant ainsi la liaison entre les victimes et les organismes du milieu, dont les CAVAC, l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues et la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Alerte AMBER

L'alerte AMBER (alerte médiatique but enfant recherché) est un système d'information rapide, mis en place lorsqu'une disparition d'enfant est signalée.

Tout récemment, les responsables de l'alerte AMBER du Québec se sont joints à *Facebook* pour créer une page spéciale sur ce site de réseautage. Ainsi, tous les usagers de *Facebook*, « Fanpage » de la page de l'alerte AMBER, sont instantanément informés du déclenchement d'une alerte et disposent des photographies et des détails diffusés en ligne. Parmi les 58 pages AMBER lancées au début de l'année 2011 par *Facebook* (53 sont américaines et 5 sont canadiennes), la page du Québec figure au 2^e rang des pages les plus populaires.

Sur la même lancée, l'alerte AMBER sans fil est maintenant accessible aux utilisateurs de téléphone cellulaire. Il suffit de s'inscrire aux alertes dans le site Internet de la Sûreté du Québec et les abonnés sont informés par messagerie texte dès qu'une alerte est lancée, peu importe le fournisseur de services avec lequel ils font affaire.

La cybersurveillance

La Sûreté du Québec est responsable des activités de soutien relatives aux délits informatiques sur le territoire québécois. Son mandat est d'épauler ses propres unités d'enquêtes ainsi que celles des sûretés municipales dans les enquêtes où le moyen employé pour commettre le crime ou la cible du crime implique une technologie de l'information. Le module technologique de la Sûreté dispose d'une équipe de cybersurveillance qui fait des patrouilles virtuelles sur le réseau Internet afin d'y détecter, puis de confirmer des infractions criminelles.

Au moyen d'outils informatiques performants et grâce à une formation spécialisée, la Sûreté participe à des groupes de travail internationaux qui ont permis, depuis trois ans, d'identifier 57 victimes et 36 suspects d'agressions sexuelles survenues au Québec.



PROGRAMMES EN ENQUÊTES CRIMINELLES

Programme Cisaille

Lancé en 1999, ce programme a pour objectif de réduire l'expansion du phénomène de production et de trafic de marijuana au Québec. Les membres de la Sûreté du Québec travaillent conjointement avec les autres organisations policières, la communauté, les organismes publics et les entreprises privées pour mieux cibler, déstabiliser et démanteler les organisations de production et de trafic de marijuana locales, régionales et provinciales.

Grâce au programme Cisaille, 34 % des dossiers de marijuana ouverts par la Sûreté du Québec se sont soldés par une ou plusieurs arrestations, pour un total de 1 161 arrestations en 2010-2011, soit une augmentation de 4 % comparativement à l'an dernier.

Le programme Cisaille contribue non seulement à identifier les transgresseurs, mais fournit également des informations sur les tendances en émergence en matière de production et de trafic de marijuana. Il permet ainsi à la Sûreté du Québec d'être à l'affût des nouvelles facettes de ce phénomène et d'adapter ses interventions en conséquence.

Programme Cisaille

	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Dossier de plantation de marijuana traité	2 575	2 627	2 460
Plant de marijuana éradiqué	691 522	791 926	746 960
Unité de consommation qui ne sera plus offerte sur le marché	432 345 900	492 154 950	429 497 600
Dossier dans lequel il y a eu arrestation	888	839	578
Nombre d'arrestations	1 161	1 115	824



Programme d'intervention en milieu scolaire (PIMS)

En réponse aux préoccupations des citoyens et des élus municipaux, la Sûreté du Québec s'assure d'être présente dans le milieu scolaire au moyen, notamment, du programme d'intervention en milieu scolaire (PIMS) qui vise à combattre la violence, le taxage et le trafic de drogues dans les écoles secondaires du Québec. En partenariat avec l'établissement d'enseignement, le policier intervenant en milieu scolaire travaille à sécuriser le milieu de vie des élèves en prévenant la criminalité, la violence et la persécution envers les jeunes.

La Sûreté est présente dans plus de 200 établissements. D'avril 2010 à mars 2011, les policiers ont investi 49 915 heures dans le PIMS, soit une augmentation de près de 4 % par rapport à l'an dernier.

- 27 773 élèves ont été rencontrés à divers titres, plaignant, victime, témoin, suspect, prévenu ou autre, seuls ou en groupe.
- 85 428 élèves ont été joints, de façon directe ou indirecte (radio, journaux étudiants, etc.), grâce aux activités préventives.

Cette année, il y a eu 3 783 arrestations. Ce chiffre comprend, entre autres, 1 438 arrestations en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (LRCDAS), 1 323 pour des crimes contre la personne et 775 pour des crimes contre la propriété. En comparant avec la période 2009-2010, on remarque une augmentation de 19,7 % des arrestations. Cette différence s'explique principalement par une hausse du temps consacré aux enquêtes, entraînant ainsi, dans certains districts, une augmentation considérable d'arrestations pour possession de drogues, notamment de méthamphétamine.

Tableau des résultats des interventions réalisées en milieu scolaire

Type d'interventions	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Arrestation liée aux drogues	1 438	1 242	1 189
Arrestation pour crime contre la personne	1 323	871	917
Arrestation pour crime contre la propriété	775	740	930
Non-respect des conditions de liberté surveillée	60	87	72
Autre motif	187	220	559
Total des arrestations	3 783	3 160	3 667



Programmes ACCES (Actions concertées pour contrer les économies souterraines)

Dans le but d'enrayer le commerce illicite de tabac et d'alcool, la Sûreté du Québec participe aux programmes ACCES Tabac et ACCES Alcool. Ces programmes ont pour objectifs de :

- > rétablir l'ordre et augmenter la probité dans le secteur du commerce du tabac et de l'alcool;
- > diminuer la concurrence déloyale pour assainir l'industrie;
- > lutter contre ce type de criminalité, généralement sans plaignant;
- > protéger l'intégrité du régime fiscal québécois.

Résultats du volet « enquêtes individuelles » du programme ACCES Tabac

Produit saisi	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Dossier ouvert	1 190	1 234	2 011
Cartouche de cigarettes	265 272	255 976	216 011
Tabac en vrac 200 g	153	640	2 390
Tabac en vrac ou au kilo (en ballot) ⁵	84 564	42 417	19 936
Véhicule	72	61	108
Argent (en dollars)	196 694 \$	71 205 \$	177 706 \$

⁵ Le tabac en vrac (200 g) est placé dans un sac de type « Ziploc » qui s'apparente au sac de tabac du marché alors que les ballots sont d'immenses sacs poubelles (contenant des feuilles entières ou grossièrement coupées). Ce sont deux produits du tabac complètement différents, destinés à différents usages.

Entièrement subventionné par le ministère des Finances, le programme ACCES Alcool vise à contrer le commerce illégal d'alcool et l'exploitation d'appareils de jeux illégaux. Il comporte deux volets : les inspections systématiques et les enquêtes. La Sûreté du Québec effectue des enquêtes pour détecter les débits clandestins et démanteler les réseaux illégaux de fabrication et de distribution de boissons alcooliques.

Résultats des volets « enquête » et « inspection » du programme ACCES Alcool

Volet enquête	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Dossier ouvert	22	14	10
Litre de bière, vin ou spiritueux saisi	9 872	5 244	2 469
Volet inspection	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Inspection systématique	2 967	2 806	3 101
Pourcentage d'inspections positives	22,5 %	18 %	13,8 %
Litre de bière, vin ou spiritueux saisi	2 243	3 748	1 801
Appareil d'amusement en infraction	99	74	95

EXEMPLE DE PARTENARIAT

Devant la recrudescence des cas d'intimidation, de harcèlement et de violence auprès des étudiants de la Polyvalente des Rivières de Forestville, la Sûreté du Québec, en collaboration avec des intervenants locaux, a mis sur pied un projet de prévention ayant comme principal objectif d'assurer une qualité de vie et la sécurité des lieux fréquentés par les élèves dans l'établissement.



ASSISTANCE ET SERVICES SPÉCIALISÉS

Assistance et services spécialisés : pour un partenariat efficace!

Par la diversité des mandats qui lui sont confiés, la Sûreté du Québec a développé, au fil des ans, des services de soutien hautement spécialisés exigeant des équipements de pointe. En plus d'intervenir sur son propre territoire, la Sûreté fait bénéficier toute la communauté policière de son expertise. Elle agit ainsi en complémentarité avec les forces policières municipales du Québec en leur offrant des services professionnels aussi variés que la polygraphie, la récupération d'explosifs, la cybersurveillance et l'analyse de scènes de crime, comme en témoigne le tableau plus bas.



Soutien aux enquêtes

	Assistance	2010-2011 Mission Sûreté du Québec	Total
Groupe d'intervention tactique	66	283	349
Scène de crime	1 614	4 353	5 967
Pièce à conviction traitée en laboratoire	4 004	4 449	8 453
Traitement de fiches d'empreintes dactyloscopiques	20 342	15 654	35 996
Polygraphie	155	258	413
Entrevue spécialisée (hypnose, entretien cognitif)	31	43	74
Perquisition informatique	149	329	478
Cybersurveillance	355	480	835
Enquête de collision*	57	379	436
Plongeur*	57	400	457
Technicien en explosifs*	58	1 030	1 088
Équipe cynophile*	179	988	1 167

* Ces données sont compilées selon l'année civile, soit de janvier à décembre.



CONTRÔLE DES ARMES À FEU

La Sûreté du Québec joue un rôle de premier plan en coordonnant les activités reliées aux armes à feu et aux explosifs pour tout le Québec. Elle est notamment responsable du processus de délivrance des permis d'armes à feu pour les particuliers et pour les entreprises. Elle est également responsable du processus de délivrance des permis d'explosifs.

Permis délivré	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Permis d'armes à feu pour particuliers	81 086	94 175	105 370
Permis d'armes à feu pour entreprises	383	113	363
Permis généraux d'explosifs	3 797	3 523	3 351
Permis de dépôt d'explosifs	962	791	649
Permis de vente d'explosifs	6	7	9
Permis de transport d'explosifs	309	326	306
Permis d'agent d'investigation ou de sécurité ⁶	8 757	25 067	25 572

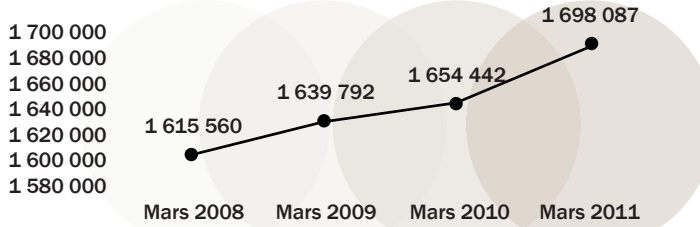
⁶ La Sûreté du Québec ne délivre plus de permis d'agent d'investigation ou de sécurité depuis le 22 juillet 2010. Cette responsabilité appartient maintenant au Bureau de la sécurité privée.



La diminution du nombre de permis d'armes à feu délivrés pour les particuliers durant l'année financière 2010-2011 est attribuable à la baisse du nombre de demandes de permis d'armes à feu reçues durant la même période.

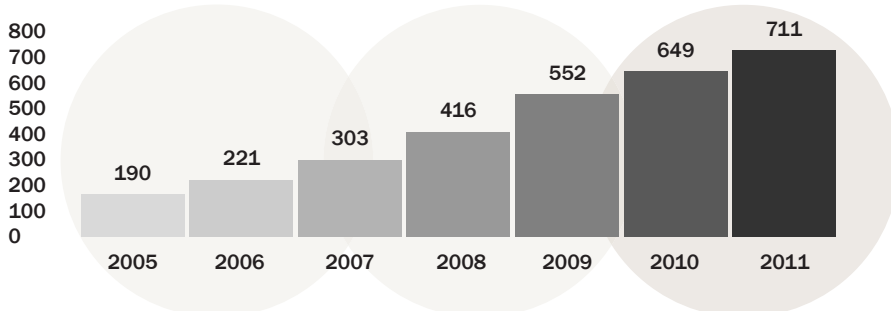
Au 31 mars 2011, le Québec comptait 489 674 titulaires de permis d'armes à feu valides et 1,7 million d'armes à feu étaient enregistrées au registre fédéral.

Évolution du nombre d'armes à feu enregistrées au Registre canadien des armes à feu sur le territoire québécois



Selon une étude de l'Institut national de santé publique du Québec, la *Loi sur les armes à feu* (L.C. 1995, c. 39) sauve annuellement 300 vies au Canada (250 suicides et 50 homicides)⁷.

Évolution du nombre moyen d'interrogations par jour au RCAFED par les policiers québécois



Le Registre canadien des armes à feu en direct (RCAFED) est de plus en plus consulté par les policiers québécois. En 2011, ils l'ont consulté en moyenne 711 fois par jour.

Source : Système canadien d'information relativement aux armes à feu

⁷ Mémoire déposé au Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes sur le projet de loi C-391, *Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les armes à feu* / [auteurs : Michel Lavoie ... [et al.]].

ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

La Sûreté procède annuellement à de nombreuses vérifications d'antécédents judiciaires aussi nommées « habilitations sécuritaires ». Ces vérifications sont réalisées à partir des banques de renseignements policiers et de certaines sources accessibles au public. La collecte d'informations peut être plus ou moins approfondie selon le niveau de sécurité requis par une organisation pour un emploi donné. Ce processus contribue au maintien de l'intégrité des institutions étatiques ainsi qu'à la sécurité et au bien-être des citoyens.

Cette année, deux nouvelles ententes de vérification des antécédents judiciaires ont été signées. Les signataires de ces nouvelles ententes sont :

1. le ministère des Transports (MTQ) pour l'habilitation des employés qui sont affectés à la nouvelle unité anticollusion du MTQ;
2. le département de la sécurité industrielle d'Hydro-Québec pour l'habilitation des fournisseurs, entrepreneurs externes et employés devant accéder à des installations stratégiques désignées par la société d'État.

En 2010-2011, le nombre de vérifications a augmenté de 37 % par rapport à l'année précédente, ce qui représente 19 794 vérifications de plus qu'en 2009-2010. Cette augmentation est principalement due au fait que la Régie du bâtiment du Québec et le Bureau de la sécurité privée sont maintenant entièrement opérationnels pour transmettre les demandes de vérifications d'antécédents judiciaires à la Sûreté.

Évolution du nombre de vérifications d'antécédents

2010-2011	2009-2010	2008-2009
72 545	52 751	45 145



ADMINISTRATION

Ressources humaines

Pour répondre à sa mission sur l'ensemble du territoire québécois en 2010-2011, la Sûreté du Québec comptait 7 263 postes autorisés, policiers et civils.

Répartition des postes autorisés policiers et civils

	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Effectif policier	5 520	5 466	5 356
Effectif civil	1 743	1 743	1 721
Total	7 263	7 209	7 077

Tous ces postes sont répartis dans les dix districts ainsi qu'au Grand quartier général (GQG). La distribution des postes dans les districts est déterminée en fonction des critères suivants : la population, la superficie du territoire, la charge de travail et les particularités régionales. Le tableau qui suit fait état de cette distribution.

Légende :

- 1- Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- 2- Saguenay–Lac-Saint-Jean
- 3- Capitale-Nationale–Chaudière-Appalaches
- 4- Mauricie–Centre-du-Québec
- 5- Estrie
- 6- Montréal–Laval–Laurentides–Lanaudière
- 7- Outaouais
- 8- Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- 9- Côte-Nord
- 10- Montérégie



Répartition des postes autorisés policiers et civils par district

DISTRICT	2010-2011		2009-2010		2008-2009	
	POLICIER	CIVIL	POLICIER	CIVIL	POLICIER	CIVIL
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	446	77	442	85	443	84
Saguenay–Lac-Saint-Jean	268	50	268	53	269	53
Capitale–Nationale–Chaudière–Appalaches	627	97	560	105	557	105
Mauricie–Centre-du-Québec	566	94	565	102	562	100
Estrie	320	66	316	66	315	66
Montréal–Laval–Laurentides–Lanaudière	715	133	673	140	644	132
Outaouais	207	41	208	46	208	45
Abitibi–Témiscamingue–Nord-du-Québec	317	53	317	58	313	59
Côte-Nord	207	40	206	45	206	45
Montréal	799	123	705	131	703	130
GQG	1 048	969	1 206	912	1 136	902
TOTAL	5 520	1 743	5 466	1 743	5 356	1 721

Recrutement policier
<http://recrutement-suretequebec.gouv.qc.ca/>



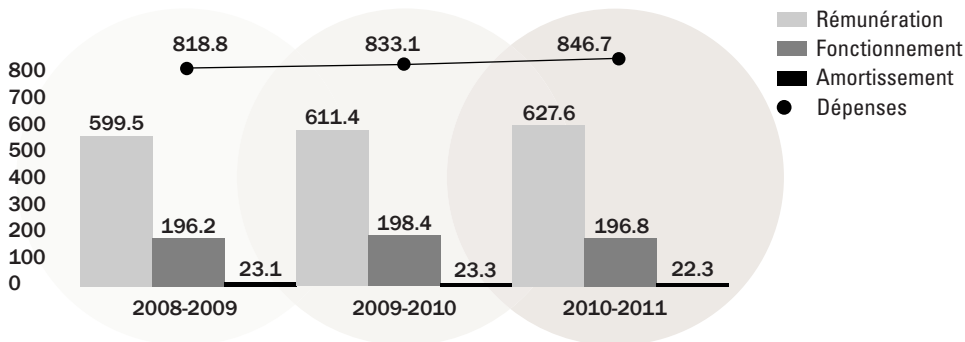
Répartition des postes autorisés policiers et civils selon la catégorie d'emploi

CATÉGORIE D'EMPLOI	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Directeur général et directeur général adjoint	5	5	5
Inspecteur-chef	20	24	28
Inspecteur	51	56	51
Capitaine	105	114	113
Lieutenant	242	227	221
Sergent	1 906	1 890	1 815
Agent, agent sur appel et horaire variable	3 191	3 150	3 123
Total policiers	5 520	5 466	5 356
Cadre supérieur et intermédiaire	51	55	54
Professionnel	344	337	324
Personnel de bureau, personnel technique et ouvrier	1 348	1 351	1 343
Total civils	1 743	1 743	1 721
Total général	7 263	7 209	7 077



Ressources financières

Évolution des dépenses de la Sûreté du Québec (incluant la Loi sur les armes à feu)



Ressources matérielles

Pour accomplir sa mission et répondre adéquatement aux besoins de ses clients, la Sûreté du Québec utilise diverses ressources matérielles. Elle dispose notamment de 227 terrains et immeubles, ce qui inclut le GQG, les quartiers généraux des districts, les postes de police, les entrepôts, les résidences, les stationnements et les terrains occupés par de l'équipement de télécommunication.

Parc de véhicules de la Sûreté du Québec

TYPE DE VÉHICULES	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Autobus (minibus)	9	10	11
Minifourgonnette	180	173	159
Bateau	79	74	73
Camion	25	26	25
Fourgonnette	122	127	123
Hélicoptère	3	3	3
Automobile	2 348	2 307	2 267
Utilitaire 4 X 4	109	108	98
Motoneige	153	153	149
Motocyclette	57	58	52
Vélo	183	138	138
Quad	154	155	149
Total	3 422	3 332	3 247

ACTIONS HUMANITAIRES

Coopération internationale

Depuis 1995, près de 300 policiers de la Sûreté du Québec ont participé aux opérations de police civile de l'Organisation des Nations Unies (ONU). En 2010, la Sûreté a assuré une présence moyenne de 31 policiers en mission, la grande majorité ayant été déployée en Haïti. Le rôle des policiers internationaux consiste à conseiller, à former et à encadrer les membres de la Police nationale d'Haïti. Ils participent également aux efforts de reconstruction de la communauté internationale à la suite du séisme du 12 janvier 2010.





PARTENAIRES

Coopération avec les organisations policières

Le long de la frontière canado-américaine, la Sûreté du Québec dessert 14 MRC dont la vie économique et culturelle est marquée par la proximité avec les États-Unis, et qui vivent des situations relatives à la sécurité publique grandement influencées par la présence de la frontière. Pour lutter contre la criminalité commune aux deux pays et donner le meilleur service possible aux citoyens québécois, la Sûreté du Québec construit des partenariats et des alliances durables avec ses homologues américains. Par exemple, c'est elle qui a organisé une première patrouille en motoneige en collaboration avec les agences de sécurité publique du Maine.

Parallèlement à cette initiative, la Sûreté participe au projet « Concept » en collaboration avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'Agence des services frontaliers du Canada. Ce projet pilote, qui a débuté en septembre 2010 pour renforcer la sécurité le long de la frontière canado-américaine, doit permettre d'évaluer l'impact d'une présence policière en uniforme entre les différents ports d'entrée du Canada au Québec.

Depuis 1999, sept escouades régionales mixtes (ERM) motards sont actives au Québec, à l'intérieur desquelles on compte 90 policiers. Les territoires couverts sont la région métropolitaine de Montréal, la Rive-Nord de Montréal, Québec, le Saguenay, la Mauricie, l'Estrie ainsi que l'Outaouais.

ERM	Membres policiers ^a		
	SQ	SM	GRC
Motards	43	36	11
Gangs de rue	10	29	2
Drogue	9	8	4
Total	62	73	17

- Le modèle des ERM, basé sur une action concertée, a largement fait ses preuves. Il a même été calqué pour établir les structures des ERM gangs de rue (GDR) et des ERM drogue.
- À l'automne 2008, deux ERM drogue ont été créées (une troisième en 2010) afin de contrer les problèmes criminels ponctuels. Au total 21 membres policiers œuvrent dans la région de Québec, en Mauricie et en Montérégie.
- Depuis octobre 2010, quatre ERM GDR, comptant au total 41 policiers, ont été implantées en Montérégie, en Outaouais, à Québec et à Laval Rive-Nord.

^a Le tableau représente les effectifs en place au 31 mars et non les effectifs dits autorisés.

SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE

Le sondage sur la satisfaction de la clientèle vise à établir dans quelle mesure les engagements de qualité énoncés dans la Déclaration de services aux citoyens ont été tenus. Le sondage porte par ailleurs sur certains énoncés concernant le niveau de confiance à l'égard de la Sûreté du Québec.

L'indice de satisfaction globale des citoyens se situe à 7,9 sur 10. Les citoyens qui ont pris contact avec un membre de la Sûreté du Québec (services demandés par le client) ont un indice de satisfaction plus élevé (8,26) que ceux qui ont été interpellés par un membre de la Sûreté (services engagés par la Sûreté) (7,38).

Les différences observées dans le graphique qui apparaît plus bas à l'égard de la satisfaction des services reçus sont significatives. À la suite d'une légère baisse en 2009-2010, le niveau de satisfaction de 2010-2011 est revenu au même point qu'en 2008-2009.

La note moyenne pour la confiance envers la Sûreté du Québec est de 7,5 sur 10. La confiance est plus élevée chez les personnes ayant communiqué avec la Sûreté (7,7) que chez les personnes interpellées par celle-ci (7,3).

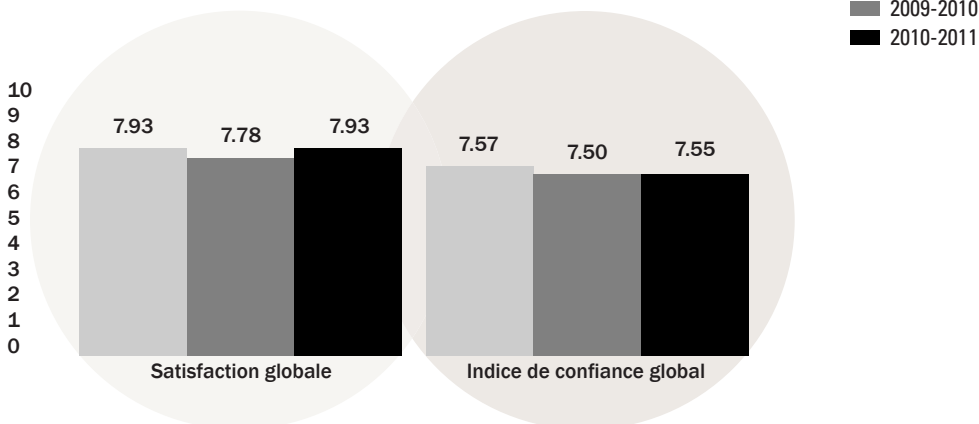
Le niveau de confiance envers la Sûreté du Québec demeure stable puisqu'on ne note aucune différence significative depuis les trois dernières années.



EXEMPLE DE PARTENARIAT

En juin 2010, les membres du poste de la MRC des Sources ont procédé au lancement du programme d'accompagnement et de ressources pour les aînés vulnérables aux abus et négligences (PARAVAN). Ce programme, auquel collabore notamment le CSSS des Sources, le CAVAC et la Table de concertation des aînés des Sources, soutient les aînés victimes d'actes criminels ou d'abus.

Résultats du sondage sur la satisfaction de la clientèle



PRIX ET RECONNAISSANCE

Prix *Wired Safety's Excellence in Child Protection*

En janvier dernier, quelque 24 heures après le lancement de la page *Facebook*, plus de 13 000 personnes avaient répondu à l'invitation des responsables de l'alerte AMBER du Québec et s'étaient inscrites à cette page. Au 31 mars 2011, la page québécoise comptait plus de 34 000 adhérents, ce qui a valu à la Sûreté du Québec de recevoir le prix *Wired Safety's Excellence in Child Protection* le 16 mars dernier, lors de l'*International Mobile Innovation and Best Practices Summit* qui s'est tenu à New York. Mentionnons enfin que le quotidien français *Le Figaro* a publié deux articles en mars dernier sur le partenariat des responsables de l'alerte AMBER au Québec avec *Facebook*.

Plaque de remerciement

La Sûreté du Québec a également reçu une plaque en mai 2010 du Comité de coordination des disparitions et enlèvements d'enfants du Québec pour sa contribution à la mise sur pied de la première formation sur les disparitions d'enfants au Québec. Des renseignements sur cette formation, qui s'étend sur une période d'une semaine, ont été communiqués à 100 enquêteurs des crimes majeurs provenant de toutes les organisations policières du Québec. Cette formation a pour but de sensibiliser les enquêteurs à l'importance d'intervenir dès les premières heures du déclenchement d'une enquête d'enlèvement et de disparition, de faire connaître l'existence du nouveau formulaire unifié et d'améliorer et d'uniformiser les pratiques au Québec.

Prix Octas

La Sûreté du Québec et le Directeur des poursuites criminelles et pénales ont remporté le prix OCTAS 2010, dans la catégorie Innovation pour le projet « Service de divulgation de la preuve par Internet (SDI) ». Créé en collaboration avec plusieurs intervenants du système judiciaire québécois, ce projet s'est distingué parmi plus de 120 autres dans le domaine des technologies de l'information (TI). Cette prestigieuse compétition reconnaît chaque année les meilleures réalisations dans ce domaine au Québec.

Médaille d'or SARSCÈNE 2010

(Secrétariat national en recherche et sauvetage [Canada])

L'équipe de l'Unité d'urgence secteur Est s'est vu remettre la médaille d'or à SARSCÈNE 2010. Il s'agit d'une compétition entre des équipes spécialisées en recherche et sauvetage de plusieurs pays. Les policiers doivent affronter différentes épreuves au cours d'une journée où plusieurs habiletés physiques et techniques sont évaluées.

Prix d'excellence en innovation

(Secrétariat national en recherche et sauvetage [Canada])

L'Unité d'urgence secteur Ouest a reçu pour sa part le Prix d'excellence en innovation, qui souligne le travail des personnes ou des organismes qui ont réglé un problème ou réussi à profiter d'une occasion qui a permis d'améliorer la R-S (recherche sauvetage). Ce genre d'innovation peut aussi bien porter sur la technologie ou le matériel, que sur des approches ou des techniques innovatrices.

Cristal

Une équipe d'enquêteurs du projet « Dorade II » de la division des enquêtes sur la criminalité financière de la Sûreté du Québec a reçu un Cristal lors du 12^e gala des Prix policiers de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec, qui a eu lieu le 18 novembre 2010. Cette enquête ciblait une entreprise financière montréalaise qui faisait du blanchiment d'argent et avait mis au point un procédé d'évasion fiscale. Ce prix souligne tout autant leur travail, qui a conduit à trois arrestations, que leur persévérance, leur ingéniosité et leur professionnalisme.



HUMAIN INTERVENTIO TECHNOLOGIQU HUMAIN INTERVENTIO TECHNOLOGIQU



www.sq.gouv.qc.ca

ISBN 978-2-550-62620-6 • Dépôt légal 2011 – Bibliothèque et Archives nationales du Québec